PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

La négligence a contribué à la mort de 78 personnes dans l'incendie de l'hôtel Grand Kartal, dans la station de ski de Kartalkaya, en Turquie, les experts citant des alarmes incendie non fonctionnelles, des sorties de secours insuffisantes et un revêtement en bois qui a alimenté le brasier.

Hüsamettin Karadeniz, un imam à la retraite atteint d'un lymphome avancé, meurt à la prison de Kırşehir après que les autorités turques ont rejeté à plusieurs reprises ses demandes de libération pour raisons médicales ; emprisonné depuis 2021 pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, ses demandes de traitement ont également été rejetées par l'hôpital d'oncologie de l'université d'Ankara.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Lokman Yalçın, un détenu de la prison Ahlat T de Bitlis qui a purgé sa peine de 7 ans et 6 mois, a vu sa libération reportée pour la quatrième fois le 30 décembre 2024 par le Comité d'administration et d'observation des prisons (CİGK) pour trois mois supplémentaires, après trois reports précédents - deux fois pour quatre mois et une fois pour trois mois.

Il a été rapporté que trois femmes détenues à la prison d'Ağrı Patnos ont été soumises à la torture et aux mauvais traitements par des gardiens de prison, et que les preuves de ces abus n'ont pas été documentées dans l'infirmerie de la prison où elles ont été emmenées.

Mehmet Parlak, un détenu souffrant d'une grave maladie rénale, a été appelé d'urgence par sa femme pour être libéré en raison de la détérioration de son état de santé.

La famille de Dilek Dağlı, 57 ans, actuellement détenue dans une prison turque, a demandé sa libération en raison de l'aggravation de son état de santé, notamment des problèmes de foie, une compression nerveuse, une hypertension artérielle, une perte d'audition et des lésions du ménisque, qui l'ont rendue incapable d'effectuer des tâches de base.

Mehmet Şirin Kaya, détenu de la prison de type T de Tokat, aurait été soumis à des fouilles buccales forcées et à des examens médicaux menottés lors de transferts à l'infirmerie et à l'hôpital.

Furkan Özen, 20 ans, a accusé la police turque de brutalité après avoir été heurté par un véhicule blindé lors de manifestations dans le district d'Akdeniz à Mersin, affirmant que les agents l'ont frappé intentionnellement, l'ont agressé au sol et ont continué à le frapper à l'intérieur d'un véhicule de police avant de lui refuser un traitement médical.

Des détenues de la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul ont été soumises à des fouilles à nu et à un retrait forcé de leurs chaussures avant les visites publiques, celles qui refusaient ces pratiques ne pouvant pas assister à leurs visites.

Hüseyin Ermiş aurait été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, entraînant des blessures, après avoir été arrêté le 25 décembre 2024 dans le quartier de Fatih à Istanbul et emmené au commissariat de police de Balat.

Hayati Uysal, un jeune homme de 29 ans qui a été pris pour cible lors de la répression post-coup d'État en Turquie, révèle son expérience déchirante de la torture en détention, notamment des coups violents qui ont conduit à une maladie oculaire débilitante nécessitant une greffe, révélant les abus systémiques auxquels sont confrontés les affiliés présumés du mouvement Gülen.

Kenan Kaya, un ancien président provincial du parti DEM de Hakkari et un prisonnier malade détenu dans la prison de type S de Samsun Kavak qui a déjà subi deux crises cardiaques, se serait vu refuser des médicaments et un traitement hospitalier.

La journaliste Gülistan Dursun, transférée de la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul vers la prison de Marmara (Silivri), fait l'objet d'une enquête disciplinaire pour avoir refusé de porter une carte d'identité avec la mention « délinquant terroriste ».

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Dans la prison pour femmes de Sincan à Ankara, les droits sociaux et culturels des détenues ont été restreints sous le prétexte de mesures d'austérité.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de juin, les procureurs ont ordonné l’arrestation d’au moins 316 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l’emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l’humanité.

Les autorités turques ont arrêté 23 personnes au cours de la semaine dernière pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, dont huit anciens juges et procureurs, dans le cadre d'enquêtes post-coup d'État basées sur des accusations telles que l'utilisation de ByLock, la prise de contact avec des membres du mouvement via des téléphones publics, et la possession de comptes à la Bank Asya..

Les autorités turques ont arrêté 71 personnes dans 23 provinces pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, y compris des accusations de publications sur les médias sociaux et

d'utilisation de ByLock, a annoncé le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya, en dépit d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme déclarant que l'utilisation de ByLock n'est pas une infraction pénale.

En dépit des décisions de la CEDH et des recommandations de l'ONU, les autorités turques ont arrêté 85 personnes dans le cadre d'opérations nationales visant des liens présumés avec le mouvement Gülen, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur sur les médias sociaux.

Mervane Albayrak, condamnée à 6 ans et 3 mois pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, y compris l'utilisation de ByLock, a été emprisonnée à Edirne bien qu'elle ait un fils de 3,5 ans atteint de dystrophie musculaire de Duchenne (DMD), une maladie qui nécessite des soins constants.

Büşra Tuna Çankaya, une enseignante en études religieuses condamnée à 6 ans et 10 mois de prison par la deuxième cour criminelle supérieure d'Antalya pour avoir séjourné dans un dortoir de filles lié au mouvement Gülen et utilisé ByLock, a été arrêtée à Edirne avec son fils de 9 mois, Bera, et son mari, Yasin Çankaya, un ancien officier de police démis de ses fonctions par un décret de l'état d'urgence.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Dans la province turque de Kocaeli, 10 personnes, dont les coprésidents du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple (Parti DEM) pour le district de Gebze, Melike Aydın et Ömer Yıldız, ont été arrêtées lors de perquisitions à leur domicile pour avoir publié sur les réseaux sociaux des messages concernant les journalistes Nazım Daştan et Cihan Bilgin, qui ont perdu la vie dans le nord et l'est de la Syrie.

Lorin Aryen Turğut et Kenan İldeniz, membres du Conseil provincial de la jeunesse du Parti de l'égalité et de la démocratie du peuple (Parti DEM) à Van, ont été arrêtés par la police devant le bâtiment provincial du parti à Van.

La deuxième chambre pénale de la cour régionale de justice d'İzmir a annulé l'acquittement de Kasım Taşdoğan, qui était accusé de « propagande terroriste » pour avoir chanté des chansons kurdes, et l'a condamné à 1 an et 8 mois de prison.

Le réalisateur kurde Kazım Öz a été brièvement détenu à İstanbul en raison d'allégations de « propagande terroriste » dans son film « Zer » de 2017 et a été libéré après avoir été interrogé, une audience étant prévue pour le 13 mars.

Le ministère turc de l'Intérieur a démis de ses fonctions la maire de Siirt, Sofya Alağaş, et nommé un mandataire du gouvernement après qu'un tribunal l'a condamnée à plus de six ans de prison pour terrorisme, faisant de Siirt la huitième municipalité pro-kurde du parti DEM reprise par le gouvernement depuis les élections de mars 2024.

Un détenu kurde, Ahmet Kaya, qui aurait été agressé par des gardiens en 2023 à la prison de haute sécurité de Van, est dans un état critique en raison de blessures non traitées, notamment des difficultés respiratoires, une dégénérescence osseuse et une maladie des gencives.

Six journalistes kurdes, dont Reyhan Hacıoğlu, Necla Demir et Ahmet Güneş, ont été arrêtés lors de descentes de police coordonnées à İstanbul, Van et Mersin dans le cadre d'une enquête menée par le parquet d'İstanbul, suscitant les critiques des groupes de défense des droits qui y voient un élément de la répression actuelle de la Turquie à l'encontre des médias kurdes et de la liberté d'expression.

L'université Muş Alparslan a ouvert une enquête sur un professeur de son département de langue et de littérature kurdes pour avoir incorporé des livres de poésie kurde dans ses cours, alléguant que les documents contenaient un contenu politique inapproprié, bien que ces œuvres soient officiellement approuvées et disponibles dans la bibliothèque de l'université.

Les autorités turques ont arrêté Hoşyar Sarıyıldız et Nuriye Aslan, co-maires du parti pro-kurde Égalité et Démocratie des Peuples (parti DEM) dans le district d'Akdeniz, province de Mersin, lors de raids tôt le matin.

Les comptes d'informations et de médias pro-kurdes bloqués en Turquie sous le prétexte de protéger la sécurité nationale et l'ordre public, et rendus inaccessibles par X, comprennent :

- Le compte de l'agence Mezopotamya (@MAturkce) avec 264 000 abonnés,

- Le compte de l'agence JINNEWS (@jinnewsturkce) avec 168 000 abonnés,

- Le compte du journal Yeni Yaşam (@yeniyasamgazete) avec 125 000 abonnés,

- le compte de Siyasi Haber (@SiyasiHaberOrg) avec 44 000 abonnés.

DROITS DES FEMMES

Au moins 33 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 32 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

La Cour de cassation turque a annulé la condamnation à la réclusion à perpétuité aggravée de Cemal Metin Avcı pour le meurtre en 2020 de l'étudiant Pınar Gültekin, estimant qu'il n'avait pas agi avec un « sentiment monstrueux » et qu'il devait bénéficier d'une réduction de peine assortie d'une réduction pour « provocation injuste ».

En 2024, au moins 394 femmes ont été tuées par des hommes en Turquie, et 259 femmes ont été retrouvées mortes dans des circonstances suspectes, selon un rapport de la « We Will Stop Femicide Platform ».

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, Mary Lawlor, a exprimé sa profonde inquiétude concernant l'emprisonnement par la Turquie d'avocats spécialisés dans les droits de l'homme et accusés de terrorisme, critiquant l'utilisation abusive des lois anti-terroristes pour cibler les professionnels du droit.

L'acte d'accusation préparé par le Parquet d'Ankara contre la défenseuse des droits humains Nimet Tanrıkulu a été accepté par la 17ème Haute Cour Criminelle d'Ankara, demandant qu'elle soit punie pour 'appartenance à une organisation terroriste'.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Dans le quartier de Bağcılar à Istanbul, des assaillants non identifiés sont entrés dans une maison abritant des réfugiés syriens et ont attaqué deux enfants à coups de pierres, entraînant la mort de M.S., 12 ans, et des blessures à un autre enfant.

Le rappeur iranien Amir Hossein Maghsoudloo, connu sous le nom de Tataloo, a été condamné à mort pour blasphème après avoir été expulsé de Turquie fin 2023.

Au large de Kuşadası, à Aydın, sept réfugiés ont perdu la vie et 32 ont été secourus après être tombés à la mer d'un canot pneumatique qui aurait ignoré un avertissement d'arrêt des garde-côtes. Les opérations de recherche ont permis de récupérer quatre corps disparus et trois survivants actuellement en soins intensifs.

Le maire turc controversé Tanju Özcan admet avoir imposé des mesures illégales aux réfugiés syriens, notamment en limitant leur accès à l'eau, en interrompant l'aide sociale et en fermant les entreprises appartenant à des Syriens à Bolu, dans le cadre d'efforts visant à les forcer à quitter la ville.

Les autorités turques ont expulsé la semaine dernière une mère syrienne, Fatim el Musa, vers la Syrie, laissant ses cinq enfants, dont un de 4 ans, derrière elle en Turquie, malgré son statut de protection temporaire, une affaire judiciaire en cours et la contrainte de signer un formulaire de retour volontaire, une mesure condamnée par son avocat comme une violation du droit turc et international.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Douze ans après les manifestations du parc Gezi, le manager de célébrités Ayşe Barım est détenu à İstanbul pour avoir prétendument tenté de renverser le gouvernement, avec des acteurs de premier plan Halit Ergenç, Dolunay Soysert, Mehmet Günsür, et Rıza Kocaoğlu convoqués pour témoigner dans le cadre de l'enquête.

Les procureurs turcs ont émis un mandat de détention à l'encontre du journaliste et auteur Ahmet Nesin, qui vit en exil depuis 2016, accusé d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan dans une récente émission diffusée sur YouTube.

Le journaliste Ahmet Erkan Yiğitsözlü a été brièvement détenu dimanche pour la 14e fois en raison d'un message sur les réseaux sociaux critiquant le président Recep Tayyip Erdoğan, dans lequel il accusait les membres de l'AKP au pouvoir de donner la priorité à la « corruption et au profit » plutôt qu'au sacrifice personnel.

La nouvelle loi turque sur la cybersécurité menace le journalisme en criminalisant la création d'une perception de fuite de données, même si aucune fuite ne se produit, avec des peines allant jusqu'à cinq ans de prison et de lourdes amendes.

Un total de 37 personnes, dont des politiciens pro-kurdes et de gauche, des journalistes et des activistes, ont été arrêtés lors d'une opération antiterroriste basée à Istanbul visant des liens présumés avec le Parti communiste marxiste léniniste (MLKP).

Une femme, identifiée comme N.K., a été arrêtée pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan et sa famille après avoir critiqué son leadership lors d'une interview dans la rue, à la suite d'une enquête lancée par le Parquet d'İstanbul.

La journaliste chevronnée Şirin Payzın annonce que les procureurs turcs ont ouvert une enquête à son encontre pour avoir prétendument « diffusé de la propagande terroriste » en vertu de l'article 7/2 de la loi antiterroriste.

Une ordonnance du tribunal a bloqué l'accès à 361 URL contenant des articles de presse et des messages sur les médias sociaux au sujet de l'ancienne députée AKP de Mersin, Zeynep Gül Yılmaz, qui s'est disputée avec la police lors d'un contrôle routier de routine en 2021, ce qui a été rendu public par le député CHP Ali Mahir Başarır, citant des violations des droits de la personne, de la marque et du droit d'auteur.

L'organisme de surveillance des médias turcs RTÜK a imposé l'amende la plus élevée possible à Halk TV pour avoir diffusé une conversation téléphonique entre le journaliste Barış Pehlivan et un témoin expert nommé par le tribunal, citant des violations de la vie privée en vertu de la loi n° 6112, tandis que Pehlivan, ainsi que les journalistes Seda Selek et Serhan Asker, ont été détenus dans le cadre d'une enquête criminelle pour violation présumée de la vie privée et tentative d'influencer les procédures judiciaires.

L'universitaire et journaliste Çiğdem Bayraktar Ör a été arrêté par un tribunal d'İstanbul vendredi à la suite d'une enquête menée par le Parquet d'İstanbul sur un message publié sur les médias sociaux qui aurait insulté le président et un fonctionnaire.

Un tribunal turc a condamné les journalistes Yakup Çetin, Ahmet Memiş, Cemal Azmi Kalyoncu, Gökçe Fırat Çulhaoğlu, Ünal Tanık, et Yetkin Yıldız à la prison pour des accusations de terrorisme liées au mouvement Gülen lors d'un nouveau procès, malgré une décision antérieure de la Cour suprême selon laquelle les preuves étaient insuffisantes, a rapporté l'Association d'études sur les médias et le droit (MLSA).

La Turquie a bloqué l'accès à sept sites d'information critiques à l'égard du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), dont Yeni Demokrasi, Mesopotamia News Agency (MA), Umut Gazetesi, Özgür Gelecek, Alınteri, Halkın Günlüğü, et Kızıl Bayrak, en invoquant des préoccupations liées à la sécurité nationale et à l'ordre public.

Le journaliste de Kocaeli Gazetesi Cihan Polat a été arrêté par la gendarmerie en raison de son article intitulé « Allégations choquantes sur le conseiller et le frère de Katırcıoğlu de l'AKP ». Le membre du conseil municipal du CHP d'İzmit, Nazım Gençtürk, cité dans le même article, a également été placé en détention dans le cadre de la même enquête.

La journaliste turque Elif Bayburt fait face à un procès pour avoir prétendument insulté l'État lors d'une interview sur la mort de la militante des droits humains Ayşenur Ezgi Eygi en Cisjordanie, où son invité a accusé la Turquie et les États-Unis de complicité dans un prétendu génocide israélien contre les Palestiniens.

Les autorités turques condamnent 58 journalistes à un total de 135 ans de prison, en détiennent 112 et en arrêtent 26 en 2024, avec un rapport de la législatrice d'opposition Zeynep Oduncu Kutevi accusant le gouvernement d'étouffer le journalisme indépendant et de réprimer la dissidence.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

La police turque a arrêté trois manifestants lors d'un rassemblement à Istanbul pour avoir affiché des banderoles condamnant le commerce avec Israël, les accusant d'incitation, alors que les tensions sur le conflit de Gaza continuent de s'intensifier.

Des manifestations ont éclaté à la suite de l'arrestation de maires pro-kurdes du parti DEM et de la nomination d'un administrateur à la municipalité d'Akdeniz à Mersin, entraînant l'intervention de la police et la détention de cinq personnes.

La police a arrêté 38 personnes, dont le coprésident de l'ESP Murat Çepni et le président de Limter-İş Kanber Saygılı, lors d'une manifestation dans le quartier Kadıköy d'İstanbul contre la détention de 41 journalistes et membres d'associations de groupes de gauche.

La police a arrêté trois personnes lors d'une manifestation devant la municipalité de Siirt contre la nomination d'un administrateur remplaçant le maire pro-kurde du parti DEM, Sofya Alağaş.

Suite à la destitution de Sofya Alağaş, co-maire de Siirt, la Préfecture de Siirt a annoncé une interdiction de 10 jours, du 29 janvier au 7 février, sur tous les rassemblements publics, les

protestations et les activités connexes, y compris l'entrée des individus et des véhicules pour de tels événements.

La police a fait usage de la force physique pour arrêter 34 personnes sur la place Ulus d'Ankara qui faisaient la promotion d'une conférence du mouvement Furkan prévue pour le 26 janvier 2025.

L'AKP au pouvoir en Turquie a réintroduit un projet de loi controversé permettant au Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (TMSF) d'agir en tant que fiduciaire pour les entreprises et les associations faisant l'objet d'une enquête pour des crimes financiers, lui accordant une autorité étendue sur les opérations de l'entreprise, les ventes d'actifs et la liquidation sur la base d'une « forte suspicion », une mesure dont les critiques affirment qu'elle sape la procédure régulière et menace les droits de propriété, en particulier après la saisie de plus de 1 100 entreprises liées au mouvement Gülen après la tentative de coup d'État de 2016.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Un total de 26 procédures sommaires demandant la levée de l'immunité parlementaire ont été soumises à la Grande Assemblée nationale de Turquie (TBMM), toutes visant des membres de l'opposition et aucune de l'AKP au pouvoir.

Un total de 17 résumés de procédures visant à la levée de l'immunité parlementaire ont été soumis à la Grande Assemblée Nationale de Turquie (TBMM), visant 14 députés de l'opposition, y compris le Président du CHP.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la Turquie a violé l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme en refusant à 42 juges et procureurs un recours juridique à la suite de leur licenciement en vertu de la loi n° 6524 de 2014, qui a restructuré le Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK).

Le maire d'İstanbul, Ekrem İmamoğlu, fait l'objet d'une enquête pour avoir prétendument visé le procureur général Akın Gürlek avec des remarques faites lundi, à la suite de la détention du chef des branches de la jeunesse du CHP, Cem Aydın, dans le cadre des enquêtes en cours sur les personnalités de l'opposition et les municipalités du CHP.

Les procureurs turcs ont ouvert une nouvelle enquête sur le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, accusé de « tentative d'influencer un huissier de justice » et de « tentative d'influencer un procès équitable » après avoir critiqué un expert judiciaire qui aurait été affecté de manière sélective à des affaires concernant des municipalités dirigées par l'opposition.

La Turquie reste le pays qui compte le plus grand nombre d'affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en 2024, avec environ 21 600 requêtes en attente, représentant 35,8 % du nombre d'affaires de la Cour.

La plateforme We Are Still Witnesses a lancé un appel à la solidarité avant l'audience du 7 février à la 15e Haute Cour criminelle d'Istanbul, exhortant à soutenir le sociologue et écrivain Pınar Selek, qui risque un nouveau procès et une possible peine de prison à vie aggravée malgré quatre acquittements dans l'affaire du Bazar égyptien, qui dure depuis 26 ans et qui a été entachée de preuves falsifiées et d'irrégularités judiciaires.

Ümit Özdağ, leader du parti d'extrême droite turc Victory Party, a été arrêté pour « incitation à la haine et à l'hostilité au sein du public », dans ce que les critiques considèrent comme une mesure arbitraire du gouvernement du président Erdoğan pour cibler les partis d'opposition et faire taire les voix dissidentes.

Mertcan Üreten, membre du conseil municipal du CHP du district de Yunusemre à Manisa, a été arrêté pour avoir partagé sur les médias sociaux les remarques du maire d'İstanbul Ekrem İmamoğlu au sujet du procureur général d'İstanbul.

Fırat Epözdemir, membre du conseil d'administration du barreau d'İstanbul, a été arrêté à l'aéroport d'İstanbul le 23 janvier 2025, sous l'accusation d'« appartenance à une organisation terroriste », et des perquisitions ont été menées à son domicile et à son bureau, où son ordinateur et certains documents ont été confisqués.

Bekir Altun, un juge turc précédemment accusé de corruption, d'acceptation de pots-de-vin et d'abus de pouvoir pendant son mandat, a été nommé de manière controversée à la tête de l'Académie de la justice chargée de former les futurs juges et procureurs du pays.

Le Parquet d'Istanbul a intenté une action en justice pour demander la révocation du président de l'association du barreau d'Istanbul İbrahim Kaboğlu et de son conseil exécutif, les accusant de diffuser de la propagande terroriste suite à leur appel à une enquête sur la mort des journalistes Nazım Daştan et Cihan Bilgin dans le nord de la Syrie.

La Cour européenne des droits de l'homme juge que la Turquie a violé les droits de l'ancien chef de police Ramazan Akyürek en le détenant pendant six ans sans justification suffisante, et ordonne à la Turquie de lui verser 6 500 euros de dommages-intérêts non pécuniaires et 250 euros de frais.

Le ministère de l'intérieur a nommé le sous-préfet du district d'Akdeniz comme administrateur pour remplacer les co-maires du parti DEM du district d'Akdeniz de Mersin, suite à leur arrestation, tandis que trois membres du conseil municipal détenus ont également été démis de leurs fonctions.

AUTRES MINORITÉS

Dix-huit ans après l’assassinat du journaliste turco-arménien Hrant Dink, Reporters sans frontières (RSF) critique la Turquie pour son incapacité à garantir la justice, les procès ayant été

politisés par le parti au pouvoir AKP pour cibler le mouvement Gülen à des fins politiques. Ce discours est largement critiqué et peu convaincant, les décisions controversées du juge Akın Gürlek, qui mène désormais des enquêtes contre les maires du CHP à Istanbul, attirant particulièrement l'attention.

Un homme armé a tiré plusieurs coups de feu sur l'association des églises de Kurtuluş dans le district de Çekmeköy à Istanbul, la veille du Nouvel An, en criant des remarques anti-chrétiennes ; aucun blessé n'a été signalé.

Une vague croissante de nationalisme en Turquie exacerbe les défis pour la minorité chrétienne, qui fait face à la discrimination sociale, aux pressions institutionnelles et aux attaques ciblées. La Turquie se classe parmi les 50 premiers pays pour la persécution chrétienne dans la Liste de surveillance mondiale 2025 de Portes Ouvertes.

Les autorités turques ont refusé de se conformer à un arrêt de la Cour constitutionnelle reconnaissant les droits de propriété de la Fondation de l'église arménienne de Vakıflıköy, rejetant sa demande de restitution en dépit d'un mandat légal et incitant la fondation à déposer une plainte pénale.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Orhan İnandı, un enseignant turc enlevé au Kirghizistan par les services de renseignement turcs en 2021, a déclaré au législateur d'opposition et défenseur des droits humains Ömer Faruk Gergerlioğlu qu'il avait été torturé en détention, qu'on lui avait refusé une opération chirurgicale pendant 16 mois après qu'il se soit cassé le bras, et qu'il avait été soumis à de graves mauvais traitements.

Le Kirghizistan a transféré la gestion des écoles Sapat liées au mouvement Gülen à la fondation turque Maarif, suite aux pressions exercées de longue date par Ankara pour fermer ou prendre le contrôle des institutions associées au mouvement Gülen.

La Turquie a gelé arbitrairement les avoirs de neuf organisations basées aux États-Unis, dont la Fondation Niagara et la Midwest Association of Turkish-Americans, en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen, même si aucune de ces organisations n'a d'actifs en Turquie.

Human Rights Watch (HRW) a condamné une attaque de drone menée le 18 janvier par l'Armée nationale syrienne (ANS), soutenue par la Turquie, contre une ambulance du Croissant-Rouge kurde dans le nord de la Syrie, la qualifiant de crime de guerre apparent, suite à une attaque antérieure contre des manifestants au barrage de Tishreen qui a tué au moins six personnes et en a blessé 16 autres.